

Les Bruxellois ne veulent pas d'une fusion des communes

LE SOIR – VERONIQUE LAMQUIN - 13/12/2018

Le rapport sur la gouvernance, réalisé par l'ULB et la VUB, souligne l'opposition citoyenne autant que politique à cette idée. En revanche, un consensus se dessine pour mieux répartir les compétences. Pour Rudi Vervoort, ce doit être un des enjeux de la négociation régionale, en mai.

Pour Rudi Vervoort, le ministre-président bruxellois, « il est indispensable que nous ayons, entre partis, une vraie réflexion sur la gouvernance. Le citoyen attend de nous une cohérence dans la gestion de Bruxelles »

Pas de fusion des communes mais un redécoupage de leurs frontières, le transfert de certaines compétences locales vers la Région, et une meilleure coordination des politiques communales. C'est, pour réformer Bruxelles, le plus petit dénominateur commun, entre les volontés politique et citoyenne d'une part, la faisabilité juridique de l'autre. C'est en tout cas ce qui ressort de l'étude sur la gouvernance à Bruxelles, réalisée par des chercheurs de l'ULB et la VUB à la demande du ministre-président, Rudi Vervoort (PS), que *Le Soir* a pu consulter.

L'opposition d'une majorité de mandataires à la fusion de communes est connue. La fronde est tout autant citoyenne : une petite majorité (54,7 %) des 1.000 Bruxellois interrogés plaide le statu quo, les autres s'éparpillent entre la fusion (21,3 %), la réduction du nombre à une petite dizaine d'entités ou... la création de 30 à 40 quartiers. Les citoyens reproduisent du reste les clivages du champ politique : les francophones y sont plus farouchement opposés que les néerlandophones et les Bruxellois de nationalité étrangère.

Pas d'attachement particulier aux communes

Pourtant, l'étude casse un cliché : l'attachement prétendument viscéral des Bruxellois à leur commune. « *En réalité*, commente Émilie Van Haute, présidente du département de science politique de l'ULB et membre du Cevipol, *on observe fort peu de différences entre la confiance envers la commune ou de la Région.* » Pareil pour la connaissance des autorités : : 58 % ont correctement cité Rudi Vervoort comme ministre-président, 56,2 % peuvent nommer leur bourgmestre. Par contre, un Bruxellois sur cinq ignore qu'il y a dix-neuf communes ; moins de la moitié peut les nommer toutes correctement – rattachant Woluwe-Saint-Etienne ou Crainhem à Bruxelles... Et l'échelon local sert légitimement de premier point de contact ; le balayeur de rue, l'agent de quartier et l'agent de prévention sont plébiscités comme les acteurs publics les plus abordables.

L'opposition du parlement et de la rue à la fusion est amplifiée par le droit... Pour fusionner les communes et la Région, il faut en effet une révision de la Constitution ; or, à part la N-VA, aucun parti n'est demandeur de lancer des revendications institutionnelles. Quant à l'idée de maintenir une commune (fruit de la fusion) aux côtés de la Région, elle contourne cet écueil mais paraît politiquement inexplicable...

Pour une redistribution plus lisible

En revanche, tant les élus que les électeurs plaident pour une redistribution plus cohérente et donc plus lisible des compétences, entre communes et Région. Dans le viseur : la mobilité, le stationnement, l'urbanisme, les espaces verts, la propreté, à organiser au niveau où c'est le plus efficace. Et, pour les matières qui resteront écartelées entre les deux échelons, une demande clairement exprimée des citoyens d'une harmonisation des politiques : mêmes taxes, mêmes tarifs de stationnement, de piscine ou de carte d'identité...

Dernière demande soutenue assez largement : le redécoupage des frontières communales, notamment pour éviter les mastodontes comme la Ville de Bruxelles ou corriger les aberrations historiques.

Pas de quoi révolutionner la gestion bruxelloise ? « *Il y a en tout cas une fenêtre d'opportunité pour commencer par ce scénario, qui réunit un large consensus* », soulignent les chercheurs des deux universités. « *Cette étude a le mérite de montrer ce qui est faisable à l'échelle de la Région*, souligne Rudi Vervoort. *Ce sera un enjeu des négociations en vue de former le prochain gouvernement régional. Clairement, si nous en sommes, je mettrai cette étude sur la table. Il est indispensable que nous ayons, entre partis, une vraie réflexion sur la gouvernance. Le citoyen attend de nous une cohérence dans la gestion de Bruxelles. L'opinion publique bruxelloise est prête à ces changements.* »

Evolution, pas révolution

Le ministre-président entend ouvrir la discussion avec les municipalistes et les régionalistes de tous les partis – il a du reste tâté le terrain, en présentant ce jeudi l'étude aux ministres régionaux et aux bourgmestres, « *pour qu'ils s'emparent de l'étude* ». Sans tabou. Et de suggérer, par exemple, de lancer une étude sur le tracé des frontières communales.

Autre souhait nettement exprimé par la population bruxelloise : le décumul intégral entre les mandats communaux et régionaux ainsi que la réduction du nombre d'échevins. « *Pareil, cela doit faire l'objet de discussions entre futurs partenaires de majorité* », insiste Rudi Vervoort. Qui ne désespère pas de rallier les partis néerlandophones, arc-boutés sur leur représentation garantie (que ne remettent du reste pas en question les sondés), dans le cadre d'un paquet global de mesures de gouvernance. Pas de révolution, mais une évolution dans le cadre institutionnel étriqué bruxellois...

Commentaires

- Posté par Slezingher , vendredi 14 décembre 2018, 0:38

Il est temps que les politiciens s'occupent réellement de gérer au lieu de se battre pour maintenir des mandats. L'organisation d'une petite ville comme Bruxelles par rapport à l'organisation d'autres villes de même importance dans les pays développés fait penser à la traditionnelle armée mexicaine. Mais en fait, c'est l'ensemble du pays qui est organisé de la même manière : cela coûte des montagnes d'argent, une multitude de centres de décisions inutile et absolument peu ou pas efficace alors que la population montre clairement qu'il est temps de changer la donne.

- RÉPONDRE

- Posté par Theys Jos, jeudi 13 décembre 2018, 21:35

Ceux qui ont commandés l'étude ont reçu ce qu'ils ont demandé.

- RÉPONDRE

- Posté par Deprez Paul, jeudi 13 décembre 2018, 21:14

C'est n'importe quoi et on cela ressemble à une interprétation des chiffres par des politiques intéressés par garder leur mandat :- (Supprimons les baronnies communales pour une gestion unifiée et cohérente de la Région et une gestion globale au niveau de la mobilité, par exemple. Pour ne citer que cela.